



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 8 AU 14 AVRIL 2019**

SOMMAIRE :

AFRIQUE .....	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	7
AMERIQUE LATINE .....	14
ASIE – PACIFIQUE.....	17
EUROPE .....	19
PROCHE & MOYEN ORIENT'.....	22
RUSSIE .....	25



# AFRIQUE

## L'ARMÉE FRANÇAISE PRÉPARE L'EXPERIMENTATION DE ROBOTS TERRESTRES

L'armée de Terre a testé il y a quelques semaines des robots terrestres au centre d'entraînement au tir interarmes (CETIA) de Suippes ainsi qu'au centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB) de Sissonne. Il pourrait notamment s'agir d'un véhicule robotisé.

Ces premiers essais doivent être suivis par des expérimentations en opérations, en lien avec le développement du programme SCORPION (Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation) qui implique une prise en compte grandissante des technologies de l'intelligence artificielle. La Direction générale de l'armement (DGA) a lancé en 2018 des études préliminaires pour les capacités futures du programme, dont l'intégration de mini-drones et de robots terrestres dans le système de combat. La mise en service de ces capacités IA est prévue à horizon 2022.

Le ministère des Armées attend beaucoup des retours d'expériences sur le terrain, et particulièrement en opérations. Beaucoup d'autres initiatives en matière d'intelligence artificielle sont en cours, notamment au profit du commandement des opérations spéciales et du service de santé des armées.

L'un des modèles de robots testés à Suippes et Sissonne est probablement le Themis de la société estonienne Milrem Robotics. L'Estonie déploie actuellement un exemplaire de ce robot à Gao au Mali, où elle opère au sein de l'opération Barkhane sous commandement français. Le modèle en question a déjà été retenu par Nexter et MBDA, pour deux configurations armées, mais il pourrait être acheté sur étagère dès cette année par la France, sans avoir fait l'objet d'une francisation, pour être mis en service en 2021.

## ALGERIE : L'ORDRE CONSTITUTIONNEL DÉFIÉ PAR LA RUE

Malgré les récents reculs du pouvoir, les rues algériennes continuent de gronder.



Après l'annulation de l'élection présidentielle, la démission du président Bouteflika et l'annonce d'une nouvelle élection le 4 juillet prochain sans ce dernier, la situation continue de se tendre entre le « système » défendant un ordre constitutionnel jugé illégitime, et la rue aux revendications « démagistes ».

Depuis le mardi 2 avril et la démission du président Bouteflika, les élites algériennes peinent à justifier la continuité du cadre institutionnel algérien. Ce dernier impose, en cas de vacance du pouvoir, l'intérim du président du conseil de la Nation au sommet de l'État, pour une durée maximale de 90 jours, précédant la tenue de nouvelles élections. Abdelkader Bensalah, fraîchement nommé président intérimaire, subit cependant l'ire de la population. Des manifestants à la tribune de l'influent journal *El Moudjahid*, l'opposition semble unie derrière l'idée de sa démission. Plus inquiétant, le rejet de tout politicien proche de l'ancien président revient à remettre en cause l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, fixée par décret présidentiel au 4 juillet prochain.

Soutenu par l'armée, qui veillera à sa transparence et à son intégrité, ce « *scrutin permettra [au] peuple d'exercer son choix libre et souverain* » selon les mots de M. Bensalah. Selon les enquêtes d'opinion des différentes presses nationales et internationales, les rues algériennes se méfient d'une telle continuité. Sont ainsi massivement remis en cause les mécanismes électoraux prévus par la Constitution. Après l'intérim présidentielle, c'est au tour de la Commission électorale et au délai de trois mois jusqu'à l'élection d'être âprement décriés par la rue. Malgré la candidature de l'ancien général algérien Ali Ghediri, les partis traditionnels d'opposition semblent déboussolés. Marginalisés au sein du mouvement de contestation, ces derniers hésitent quant à leur participation à la prochaine échéance électorale : leur présence légitimerait une élection déjà peu populaire, leur absence renforcerait le bras de fer entre la « rue » et le « système ». « *Référendum populaire* » pour le politologue Mahrez Bouich cité par AtlasInfo, les manifestations massives du vendredi 12 avril laissent penser que la crise algérienne n'est pas près d'être résolue.

## SOUDAN : CHANGEMENT DE REGIME, DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

Alors que depuis plusieurs semaines les projecteurs médiatiques sont centrés sur le



mouvement populaire algérien, le régime soudanais fait lui aussi l'objet d'une importante contestation, dont la violence et la répression sont sans commune mesure avec celle du régime de l'ancien président Bouteflika.

Depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, le pays traverse une crise économique majeure. Ayant perdu les trois quarts de ses réserves de pétrole, le Soudan connaît une inflation en hausse constante entraînant une paupérisation croissante des classes moyennes et une augmentation des tensions sociales. Cette crise économique s'est rapidement doublée d'une crise politique, la population exigeant le départ du président Omar El-Béchir, au pouvoir depuis trente ans.

Le 6 avril dernier, date anniversaire de la révolution de 1985 ayant conduit au renversement de Gaafar al-Nimeiri, le mouvement a pris une ampleur nouvelle avec l'occupation d'une place centrale de Karthoum, la capitale soudanaise, devant le quartier général de l'armée régulière.

En dépit de la violence de la répression conduite par les puissants services de sécurité soudanais, le NISS, qui a fait une vingtaine de morts au cours de la semaine, l'opposition a gagné en ampleur. Certains groupes isolés de soldats de l'armée régulières sont venus grossir les rangs de la contestation en s'interposant entre les services de sécurités et la population, laissant espérer à ces derniers le soutien de l'armée.

Depuis les années 2000, le rééquilibrage de l'appareil sécuritaire s'est fait au profit du NISS et de ses milices, aussi n'est-il pas surprenant que jeudi dernier, ce soit l'armée soudanaise qui ait destitué Omar el-Béchir. Ce que certains qualifient de « putsch militaire » s'est accompagné par la formation d'un conseil militaire de transition, dirigé par le ministre soudanais Aouad Mohammed Ahmed Ibn Aouf, proche du président et l'instauration d'un couvre-feu.

Photocopie du régime ? C'est en tout cas ce qu'a dénoncé la population qui a rejeté en masse cette transition militaire et l'a exprimé par le non-respect du couvre-feu. Face à la contestation, le conseil militaire a dans les jours suivants procédé à certaines concessions. Levée du couvre-feu, libération des militants emprisonnés depuis quatre mois, promesse de la constitution d'un gouvernement civil sous deux ans et remplacement du ministre de la défense à la tête du conseil par un autre militaire, le général Abdel Fattah Abdelrahman Bourhan.



En dépit de ces annonces, de nombreuses inconnues subsistent. Le limogeage samedi dernier du chef des renseignements soudanais, Salah Gosh semble confirmer la victoire de l'armée au sein de l'appareil étatique de plus, quel sort sera réservé à l'ancien président ?

Omar el-Béchir fait actuellement l'objet de deux mandats d'arrêts internationaux émis par la Cour Pénal Internationale pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide au Darfour au début des années 2000. Si pour l'heure le conseil militaire de transition a déclaré par la voix de son chef adjoint, le chef d'état-major de l'armée qu'il ne sera pas « livré à l'étranger », faisant passer la stabilité du pays avant la justice il y a fort à parier qu'il fasse l'objet dans les mois avenir de négociations entre l'état soudanais, dont la forme demeure à ce jour incertaine, et la communauté internationale. Par exemple, en l'échange d'investissements dans le pays pour palier à la crise économique. Enfin, dans un pays où 80% du budget de l'État est consacré à l'armée, qu'advient-il de ces hommes d'armes vivant de l'économie de guerre ?

## TCHAD : REUNION DE LA COMMUNAUTE DES ETATS SAHELO-SAHARIENS

Ce samedi 13 avril les états membres de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad) se sont réunis à N'Djamena. Fondée en 1998 à Tripoli à l'initiative de Mouammar Kadhafi, cette organisation a pour but de promouvoir une harmonisation des économies entre les États membres, une facilitation des échanges et un accompagnement des flux migratoires.

La réunion est restée marquée par l'instabilité qui menace le Tchad au Nord et au Sud du pays, suite à la campagne menée par le maréchal Haftar dans le Fezzan et sa récente tentative de prise de pouvoir sur la capitale, ainsi que la destitution du président Omar el-Béchir au Soudan. Par l'intermédiaire de la ministre malienne des Affaires étrangères Mme. Kamissa Camara, l'organisation a fermement condamné les violences en Libye, réclamant un « cessez-le feu immédiat » pour permettre l'instauration du plan d'action développé par les Nations unies en faveur de la paix.

Après avoir demandé l'arrêt des bombardements sur Tripoli, la Cen-Sad s'est inquiétée du



sort du gouvernement soudanais, soulignant l'importance du dialogue entre l'armée et la population et le respect de la constitution. Au-delà des effets d'annonce, cet appel semble peu crédible. La Cen-Sad d'ordinaire apathique ne dispose pas d'un outil qui lui permettrait d'imposer un véritable rapport de force : seuls quatre pays membres se sont déplacés au Tchad lors de ces déclarations sur les 24 États membres. Ce nouveau sommet a néanmoins permis de définir un nouveau siège provisoire puisque la Cen-Sad avait perdu son chef-lieu après la crise libyenne, N'Djamena, avec l'accord d'Idriss Déby devrait remplir ce rôle. Dans les prochains jours, le Maroc et le Niger vont désigner le nouveau secrétaire exécutif de l'organisation et son adjoint.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## VERS UN DEPLOIEMENT DU SYSTEME *THAAD* EN ROUMANIE CET ETE

Le Commandement américain pour l'Europe (*EUCOM*) a annoncé dans un communiqué que le système de défense antimissile *THAAD* serait déployé en Roumanie dans le courant de l'été.

Ce déploiement s'inscrit « en soutien de la défense antimissile balistique de l'Otan », c'est-à-dire qu'il vise à compenser l'indisponibilité du système *Aegis Ashore* en Europe qui fait l'objet de travaux de modernisation et de maintenance. La mise en place du système *Aegis Ashore* en Europe prend place dans une stratégie de déploiement progressif dite *EPAA* (*European Phased Adaptive Approach*) et s'articule autour de trois sites : un radar *AN/TPY-2* en Turquie et deux systèmes *Aegis Ashore*, l'un en Roumanie, l'autre en Pologne. La mise en place de ce dernier a pris du retard en raison de difficultés de construction sur la base militaire de Redzikowo où il doit être déployé, ce qui fait qu'il ne devrait pas être opérationnel avant 2020. En revanche, le site roumain, déployé sur la base de Deveselu, est opérationnel depuis 2016.

C'est le Commandement aérien allié de l'Otan qui disposera du contrôle opérationnel sur le système *THAAD* durant son déploiement sur le continent. *EUCOM* a tenu à préciser qu'il ne s'agissait pas d'un renforcement des capacités offensives alliées mais que ce déploiement avait une finalité purement défensive et de dissuasion.

## NOMINATION DU PROCHAIN DIRECTEUR DE LA *MISSILE DEFENSE AGENCY*

La *Missile Defense Agency* (MDA) a annoncé que le vice-amiral Jon Hill, actuel directeur adjoint de l'agence, remplacerait le général Samuel Greaves à la tête de l'agence à compter du 1er juillet, date à laquelle ce dernier prendra sa retraite. Cette nomination reste à confirmer par le Sénat.

## NOMINATION DU NOUVEAU CHIEF OF NAVAL OPERATIONS



Le président Trump a choisi l'amiral William F. Moran (dit « Bill ») pour remplacer l'amiral Richardson, qui prendra sa retraite à l'été, comme Chef des Opérations navales (CNO), poste clé de l'*US Navy*. La nomination de cet ancien pilote de *P-3 Orion* (avion de patrouille maritime), spécialisé dans la traque de sous-marins soviétiques durant la Guerre Froide, qui a gravi les échelons et sert actuellement comme *Vice-Chief of Naval operations*, semble faire l'unanimité au sein de la communauté de défense qui en loue les qualités d'écoute et la détermination à défendre les intérêts de la *Navy* au Congrès.

## NOMINATION D'UN ANCIEN GENERAL COMME AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS EN ARABIE SAOUDITE

Le Sénat a voté à une large majorité mercredi pour confirmer John Abizaid, général quatre étoiles à la retraite, en tant qu'Ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite, un poste laissé vacant depuis deux ans malgré l'importance cruciale de la relation bilatérale (probablement compensée par la proximité de Jared Kushner avec le prince héritier Mohammed Bin Salman), relation tendue par l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

John Abizaid a notamment servi comme commandant du *Central Command* entre 2003 et 2007, soit la plus longue durée à ce poste, ce qui lui confère une expertise indéniable dans les affaires du Moyen-Orient.

## DEMISSION DE LA DIRECTRICE DE LA SECURITE INTERIEURE (*DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY*)

Kirstjen Nielsen, la secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, a démissionné dimanche 6 avril. Donald Trump a annoncé que le commissaire à la douane et à la protection des frontières, Kevin McAleenan la remplacerait comme secrétaire par intérim dès mercredi, jour effectif de la démission.

D'après certains experts, la démission de Nielsen ferait partie d'une refonte complète du département organisée par Stephen Miller, communicant américain et haut conseiller du président Trump. Ainsi, il est difficile de savoir si le départ de Nielsen est volontaire ou quelque peu forcé. En effet, depuis qu'elle a été confirmée dans cette position en décembre 2017, le grand intérêt porté à l'immigration illégale par le président a fait que les relations entre l'administration et le département ont pu être houleuses. De plus, son départ prend place quelques jours seulement après l'annonce de Trump de sa volonté d'adopter d'une ligne « plus stricte » en matière d'immigration illégale ; c'est pour tenir cette ligne que Ron Vitiello, actuellement directeur par intérim de l'*Immigration and Custom*





*Enforcement* (ICE) n'a pas été nommé comme directeur permanent. Il a d'ailleurs également donné sa démission mercredi 10 avril.

Aujourd'hui, les départements de la Défense et de l'Intérieur mais aussi celui de la Sécurité intérieure et en son sein, l'agence de police douanière et de contrôle des frontières, sont tous aux mains de secrétaires ou directeurs par intérim.

## PATRICK SHANAHAN ESTIME QUE LE ROLE DES FORCES ARMEES A LA FRONTIERE MEXICAINE EST AMENE A S'ACCROITRE

Le secrétaire à la Défense par intérim, Patrick Shanahan, a déclaré qu'il était vraisemblable que l'arrivée de migrants supplémentaires à la frontière mexicaine n'oblige le département de la Sécurité intérieure (DHS) à faire appel au Pentagone pour renforcer ses effectifs. Si de tels recours devaient avoir lieu, les militaires devraient poursuivre les mêmes missions qu'ils remplissent déjà à la frontière, à savoir essentiellement des travaux de construction d'abris, de renforcement des infrastructures et de patrouille.

Shanahan a également dénié avoir remarqué des tensions entre la directrice démissionnaire du DHS, Kristjen Nielsen, et le président Trump. (cf. brève)

Un jour après Shanahan, Donald Trump a abondé en son sens, en déclarant envisager de déployer davantage de troupes à la frontière.

Plus généralement, la Maison-Blanche et le Pentagone estiment que la mission militaire à la frontière, qui a commencé en octobre dernier, se poursuivrait jusqu'à l'automne 2019 mais pourrait même se voir étendue en fonction de la situation à la frontière, suscitant des critiques à l'égard de ce qui est vu par certains comme une militarisation du débat sur l'immigration et l'utilisation indue de personnels et ressources militaires pour une situation ne correspondant pas à une urgence nationale. Ce débat s'inscrit dans celui portant sur le financement de la construction du mur frontalier et le recours du président Trump à 3Mds\$ de ressources financières du Pentagone auquel s'oppose la Chambre.

A titre de rappel, environ 5000 soldats américains sont actuellement déployés à la frontière, 3000 d'active et 2000 de la Garde nationale.

## LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS PROPOSE 733 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LE BUDGET DE LA



## DEFENSE

Les Démocrates de la Chambre ont présenté mardi 2 avril une proposition de loi rehaussant les plafonds de dépense afin de limiter le montant du budget de la Défense. Selon ce texte, le budget de la Défense pour l'année fiscale 2020 atteindrait un montant de 733Mds\$, en incluant le compte spécial dédié aux OPEX (*Overseas Contingency Operation* – OCO), fixé à 69Mds\$. Ce budget de la Défense est nettement inférieur aux 750Mds\$ proposés par Donald Trump dans sa requête présidentielle. Tout particulièrement, la hausse des plafonds de dépense risque de susciter un conflit avec la Maison-Blanche qui s'oppose frontalement à toute mesure en ce sens, même si un certain nombre d'élus républicains se disent prêts à négocier afin de trouver un accord.

Le dépôt de cette proposition de loi augure de négociations houleuses au Congrès et entre le Congrès et la Maison-Blanche.

## AFGHANISTAN : TROIS SOLDATS AMERICAINS TUES PAR UNE VOITURE PIEGEE

Trois soldats américains ont trouvé la mort lundi dans une attaque à la voiture piégée à proximité de la base aérienne de Bagram, située dans la province de Parwan au nord du pays. Le nombre de personnels américains tués en Afghanistan depuis le début de l'année s'élève donc déjà à 7.

## LIBYE : RETRAIT DES PERSONNELS MILITAIRES AMERICAINS DEVANT L'OFFENSIVE DU GENERAL HAFTAR

Alors que les forces de l'Armée de libération nationale (ANL) du général Haftar s'approchent de la capitale Tripoli, les Etats-Unis ont procédé au retrait à titre temporaire de leur contingent militaire déployé en Libye. Cette unité au format réduit avait pour mission de soutenir la lutte des forces locales contre Daech et Al-Qaida, ainsi que d'assurer la protection des enclaves diplomatiques américaines dans le pays. Ainsi, deux aéroglisseurs ont été vus en train d'évacuer des soldats américains depuis la plage de Janzour, à l'est de Tripoli.

A noter que l'Inde a également retiré son contingent de Casques Bleus déployé à Tripoli.

## OPERATION *INHERENT RESOLVE* : FORTE DIMINUTION DES FRAPPES AERIENNES



Le nombre de frappes aériennes de la coalition contre Daech a fortement baissé (327 et 607 frappes aux mois de février et mars) alors que commençaient les derniers combats contre l'organisation terroriste. D'ailleurs, depuis le 11 mars, il n'y a plus de bombardiers américains déployés au Moyen-Orient. Cette baisse du nombre de frappes aériennes ne signe pas la fin de l'engagement de l'arme aérienne dans la région : rien qu'en février, les pilotes de la coalition ont effectué 919 sorties à des fins d'ISR.

## EXERCICES CONJOINTS EN MEDITERRANEE

L'opération *Phoenix Express*, sous le commandement des Etats-Unis, s'est déroulée cette semaine en mer Méditerranée, elle consistait en la protection des lignes maritimes importantes utilisées par les navires et à déjouer des attaques maritimes au Nord de l'Afrique. Quatorze Etats ont participé à l'opération. Cette opération n'est pas la première en la matière, en effet, divers exercices de ce type ont déjà été menés, telle que l'opération *Obangame Express* dans l'ouest de l'Afrique, ou l'opération *Cutlass Express* à l'est du continent.

Le but de cet exercice est d'améliorer la sécurité des eaux et du continent africain en empêchant la pêche illégale, en contrant les bateaux de contrebande (notamment issus du trafic de drogue), et en tentant d'endiguer l'immigration clandestine. Le *Major-General* Roger L. Cloutier, commandant de l'*US Army Africa*, a déclaré dans un rapport que les problèmes de sécurité en Afrique « sont les plus variés du monde », ainsi les opérations menées doivent s'adapter à un grand nombre de menaces différentes, allant de la pêche illégale aux insurrections armées.

La lutte contre le narcotrafic est l'un des combats phares menés dans ces opérations, le terrorisme profitant de ce commerce illégal en termes de financement. Selon Christopher Jasparro, un professeur sur les questions relatives à la défense nationale au *Naval War College*, les groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda ou Daech profitent des revenus générés par le trafic de drogue. Or, la Méditerranée est un des points clés de ce narcotrafic. Les opérations, telle que *Phoenix Express*, permettent de mener conjointement (Etats-Unis et des Etats partenaires) des actions pour lutter contre les menaces qui pèsent sur l'Afrique et menacent la stabilité du continent.

## L'OTAN VEUT RENFORCER SON ACTION EN MER NOIRE

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN ont convenu d'un ensemble de mesures visant à améliorer la connaissance de la situation dans la



région de la mer Noire et à renforcer le soutien apporté à leur partenaire géorgien et ukrainien.

Les ministres ont de nouveau appelé la Russie à revenir sur sa décision de sortir du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF). D'après le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, l'alliance est fermement attachée à la maîtrise des armements et au principe de la non-prolifération. En cela, la violation persistante par la Russie du traité INF est un comportement déstabilisateur inacceptable, prouvant la montée en puissance d'une Russie n'hésitant pas à recourir à la force pour annexer illégalement la Crimée à l'Ukraine. L'alliance appelle enfin la Russie à libérer les marins et les navires ukrainiens capturés l'année dernière près de la mer d'Azov. À l'heure actuelle, l'un des groupes navals de l'OTAN patrouille dans la mer Noire ; il s'entraîne aujourd'hui avec des navires ukrainiens et géorgiens.

## L'OTAN CONDUIT UN EXERCICE SIMULANT UNE CYBERATTAQUE CONTRE DES ELECTIONS

L'OTAN a conduit son exercice annuel organisé par le centre d'excellence de cyberdéfense coopérative de l'OTAN (*NATO CCDCoE*) en Estonie du 8 au 12 avril. Le scénario prenait place dans un pays fictif, la « Berylia » où la sécurité se détériore, en particulier lors d'élections à l'échelle nationale. Ce pays est donc visé par des attaques cyber coordonnées causant des problèmes dans plusieurs domaines mais notamment dans les systèmes électriques et de traitement de l'eau. Les participants à l'exercice ont donc dû réagir comme une équipe d'action cyber nationale pour régler les incidents. Cet exercice annuel permet aux experts nationaux de pratiquer la protection des systèmes informatiques et des infrastructures dans des conditions quasi-réelles.

## TAIWAN : LES NEGOCIATIONS SUR L'ACQUISITION DE 66 F-16V VIPER TOUJOURS EN COURS

Selon un communiqué du ministère taïwanais de la Défense, les négociations entre Taipei et Washington autour de l'acquisition de 66 chasseurs *F-16V Viper* suivent leur cours normalement. Cette déclaration prend le contrepied d'un article du *Time* estimant que la procédure avait été suspendue en raison des négociations commerciales en cours entre Washington et Pékin. Si le contrat va effectivement à son terme, il s'agira de la première occurrence où les Etats-Unis fournissent des *F-16* à Taiwan depuis 1992, ce qui constituerait de fait une sérieuse montée en



puissance de la force aérienne de Taipei. En effet, cette version modernisée du célèbre chasseur américain serait plus adéquate pour contrer la menace que font peser les appareils chinois de 4e génération tels que le *J-10* ou le *Su-35*. Le *F-16V Viper* est ainsi équipé du radar *AESA* (*Advanced electronically scanned array*) et de la suite de guerre électronique que l'on retrouve sur le *F-22* ou le *F-35*.

## L'AUSTRALIE VA ACQUERIR DE L'ARMEMENT ET DES LEURRES POUR SES AERONEFS DANS LA PERSPECTIVE D'ENVIRONNEMENTS FORTEMENT CONTESTES

Le ministre de la Défense Australien Christopher Pyne a annoncé que Canberra allait acquérir un ensemble d'armes et de systèmes de contremesures destinés à ses *F-35A* et *F/A-18F Super Hornet* afin de se préparer à évoluer dans des environnements fortement contestés. Ce contrat sera d'un montant de 78M\$.



# AMERIQUE LATINE

## BRESIL - BILAN DES CENT PREMIERS JOURS DE LA PRESIDENCE BOLSONARO

A l'issue des cent premiers jours de sa présidence, Jair Bolsonaro atteint une cote de popularité jamais égalée : 34% d'avis favorables, la plus basse pour un président brésilien au regard des derniers mandats.

Dès lors, un premier bilan s'impose. Fort de ses tweets frénétiques, encadré par ses trois fils au pouvoir grandissant - toujours sans fonctions définies -, le chef de l'Etat a axé sa politique extérieure sur le renforcement de relations avec de nouveaux partenaires : les Etats-Unis et Israël en particulier.

Conseillé par Steve Banon, pourtant très présent en Europe, Jair Bolsonaro n'a pas encore défini de stratégie diplomatique vis-à-vis de l'Europe. Pendant sa campagne, des dissensions avaient émergé entre les deux blocs, en raison de la remise en cause de l'accord de Paris par Bolsonaro, qu'il avait menacé de quitter. L'Union Européenne, face à ce climato-scepticisme avait évoqué en réaction, une remise en cause de la signature d'un traité bilatéral de libre-échange entre Mercosur et UE, sur la table depuis une vingtaine d'années.

Pour l'instant, depuis son investiture, il n'a fait aucune allusion à l'Europe, ni à une éventuelle sortie de l'accord pour le climat, si ce n'est, à l'instar de ces prédécesseurs, pour dénoncer les mesures protectionnistes agricoles mises en place par l'Union dans le cadre de la PAC.

La gouvernance par décret a pour autant mis à mal l'accord de Paris avec le gel de la démarcation des terres indigènes, et le transfert de la FUNAI sous la coupe désormais du ministère de l'agriculture (ce qui risque de renforcer l'influence de l'industrie agro-alimentaire). Depuis 2017, une cinquantaine de personnes, qui portaient des revendications écologistes sont mortes dans le cadre de leur lutte. En 2019, le taux de mortalité a augmenté de 18%, notamment dans les villes. C'est le résultat de la mise en œuvre de la politique volontariste de lutte contre la criminalité menée par Bolsonaro qui a octroyé une grande latitude aux forces de l'ordre : la police tue désormais en moyenne 5 personnes chaque jour dans les rues de Rio, tuant notamment la semaine dernière le musicien Evaldo dos Santos Rosa en voiture avec ses enfants, ce qui a été décrit officiellement comme une « erreur ».

Ces deux actions du gouvernement sont les plus visibles, alors que la réforme des retraites, pourtant définie comme priorité, ne connaît pas ou très peu d'évolution ;



chose que la bourse, en constante augmentation depuis janvier, remarque et se stabilise.

Ces 100 jours ont surtout été marqués par les interventions polémiques du Président, qui profitent aux militaires du gouvernement qui, en le recadrant, s'érigent en figures sages et responsables, jouant un rôle de garde-fous de l'Etat, dans une dynamique qui n'est pas sans rappeler les débuts de l'administration Trump. Les militaires sont, à cet effet, les gagnants de la politique bolsonarienne, qui la semaine dernière, entendait commémorer le coup d'Etat de mars 1964 instaurant la dictature militaire. La décision a finalement été approuvée en appel par la justice. Le président s'est à cet égard défendu de tout éloge de la dictature en estimant qu'il s'agissait de « se remémorer les faits » et non de les « commémorer ».

Quelle sera donc la suite de cette dynamique de militarisation croissante du pouvoir ? Récemment, le vice-président Hamilton Mourao (un général en retraite) a répondu à une question lors d'une conférence à Harvard en affirmant que la différence entre lui et Geisel (l'un des généraux au pouvoir sous la dictature) était que « lui avait été élu et pas Geisel », soucieux de mettre un terme à toute allégation de retour à une nouvelle dictature.

## ARGENTINE : RETOUR SUR LE CONTENTIEUX AVEC LONDRES AUTOUR DES MALOUINES

Lors du 37<sup>e</sup> anniversaire de la Guerre des Malouines entre l'Argentine et le Royaume Uni en 1982, le ministre de la Défense Oscar Aguad s'est exprimé en faveur du retour du contrôle argentin sur l'archipel à travers la voie diplomatique.

Le chef d'État-Major des Forces Armées, le général Bari del Valle Sosa, et le président Mauricio Macri ont salué les sacrifices réalisés par le peuple argentin et les forces armées lors du conflit. Il y eut pourtant deux précédentes opportunités pour Buenos Aires de récupérer la souveraineté sur les Îles Malouines.

Sous le gouvernement de Juan Peron dans les années 1960, les Britanniques proposent de rétrocéder la complète souveraineté argentine au bout de cent ans. La mort de Peron puis le changement d'équipe gouvernementale ont mis fin aux négociations. La seconde offre fut faite par le gouvernement de Margaret Thatcher en septembre 1981. Les Britanniques proposent de la même manière de rétrocéder la souveraineté à l'Argentine au bout d'un siècle. La Junte au pouvoir refuse et demande le retour à la fin de l'année 1981. Finalement, la guerre des Malouines met fin aux discussions bilatérales. Sous le gouvernement de Mauricio Macri, les revendications territoriales argentines sur les Malouines ont été portées auprès de la



Cour Internationale de Justice. Cette dernière a rejeté en dernier recours la demande de Buenos Aires.

## BOLIVIE : NOMINATION A LA TETE DE LA POLICE NATIONALE

Le général Vladimir Yuri Calderon Mariscal a été nommé commandant général de la Police bolivienne le 9 avril dernier. Il a précédemment travaillé à l'Ambassade de Bolivie aux Etats-Unis. Le remplacement de son prédécesseur, le général Romulo Luis Delgado seulement 4 mois après sa prise de fonction est le résultat d'irrégularités au sein de la direction de la Police. La cérémonie d'investiture a été l'occasion de saluer les efforts de la Police et les missions à venir pour le nouveau titulaire, notamment le crime organisé.

## MEXIQUE : NOMINATION A LA TETE DE LA GARDE NATIONALE

Dans le cadre de la formation de la future Garde Nationale - Guardia Nacional - voulue par le Président Andrés Manuel Lopez Obrador, le général de brigade Luis Rodriguez Bucio a été nommé comme son nouveau commandant. Il est aujourd'hui à la direction du Conseil des Délégués de la Junte Interaméricaine de Défense, rattachée à l'Organisation des Etats Américains (OEA). Originaire de l'Etat du Michoacan, dans le sud du Mexique, il est passé par l'*Heroico Colegio Militar*, l'Ecole Supérieure de Guerre, le Centre d'Etudes Supérieures Navales. IL était membre de l'État-Major Présidentiel et a occupé des postes à l'étranger (Allemagne, Pologne) et au Mexique (Aguascalientes, Cancun).

## URUGUAY : NOUVELLES NOMINATIONS A LA TETE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE L'ARMEE DE TERRE

Dans le cadre des précédents départs chez les autorités du pays, le Président Tabaré Vazquez a nommé les nouveaux responsables des directions vacantes. Le médecin José Bayardi a été nommé à la tête du Ministère de la Défense et le général Claudio Feola devient le nouveau commandant en chef de l'Armée de Terre. José Bayardi a été au Ministère de la Défense sous le précédent mandat de Vazquez en 2008-2009 puis a été ministre il sous José « Pepe » Mujica. Étant le peu de temps qu'il reste au gouvernement actuel, l'objectif principal est désormais de mettre fin aux tensions récentes, permettre à la justice de rendre son verdict et assurer le suivi pour la prochaine administration élue.





# ASIE – PACIFIQUE

## JAPON - DISPARITION EN VOL D'UN F-35A DES FORCES D'AUTODEFENSE

Mardi dernier, le contact a été soudainement perdu avec un F-35A des forces japonaises d'autodéfense lors d'une mission d'entraînement. Les recherches, engagées à la dernière position connue de l'appareil à une centaine de kilomètres à l'Est des côtes nippones dans l'océan Pacifique, ont permis de retrouver plusieurs débris mais le pilote est toujours porté disparu. Ce n'est pas le premier accident impliquant le F-35 de Lockheed Martin : en septembre, un F-35B à décollage court/atterrissage vertical (STOVL) s'était écrasé en Caroline du Sud. Cet accident survient alors que le Japon a annoncé, dans son nouveau plan de défense de décembre 2018, une commande d'une centaine de F-35, incluant 42 F-35B destinés à être déployés à partir de deux portes hélicoptères reconvertis en porte-avions. Avec une capacité prévue de 137 F-35, le Japon est donc le premier acheteur non américain de cet appareil. L'épave de l'avion abîmé en mer, au caractère sensible en raison de la confidentialité de la technologie employée, pourrait se trouver à près de 1 500 mètres de profondeur, ce qui annonce une recherche difficile. En attente d'explications, le maintien au sol des F-35 déjà en service a été décidé par le ministère de la Défense japonais.

## CHINE - UNE RENCONTRE 16+1 EN DEMI-TEINTE POUR PEKIN

Quelques jours après le sommet UE-Chine de Bruxelles s'est tenu en Croatie la 7<sup>ème</sup> rencontre au format dit « 16+1 » entre la Chine et 16 pays d'Europe centrale et orientale dont 11 Etats membres de l'Union européenne. Ce forum, mis en place à l'initiative de la Chine en 2012, répond à des objectifs multiples : trouver de nouveaux débouchés économiques dans le sillage de la crise de la zone euro, soutenir la diplomatie régionale de Pékin, qui pour ce faire mise beaucoup sur l'organisation de forums régionaux ou internationaux, et plus généralement rapprocher économiquement et politiquement les PECO de la puissance montante chinoise. Un objectif supplémentaire a cependant été mis en avant par les observateurs d'Europe de l'Ouest : accroître le poids de Pékin au sein de l'UE en tissant des liens étroits avec certains états membres et ainsi diviser les 28. En ce sens, les résultats de la rencontre de Dubrovnik sont en demi-teinte pour Pékin. Face à la vigilance renouvelée de l'UE, qui voit désormais dans la puissance chinoise un « rival systémique », et malgré l'adhésion annoncée de la Grèce, ce



sommet n'a pas permis de mettre en avant des résultats économiques suffisants pour incarner le discours « gagnant-gagnant » développé par la Chine et diffusé à grande échelle par le projet des Nouvelles Routes de la Soie. Par ailleurs, au-delà des capitales européennes occidentales, la défiance gagne également des pays comme la Pologne ou la République Tchèque dans le cadre de l'importance à accorder à l'équipementier Huawei pour le réseau 5G. Le Premier ministre Li Keqiang s'est donc voulu rassurant en précisant dès son arrivée que « nous ne sommes pas dans *Games of Thrones* » - une vision qui devient de plus en plus difficile à défendre ces jours ci.



# EUROPE

## FRANCE : GUILLAUME FAURY, NOUVEAU PATRON D'AIRBUS

Le mercredi 10 avril, le français Guillaume Faury a remplacé Tim Enders à la tête d'Airbus. S'il a resserré le comité exécutif du géant européen, il a peu changé ses membres, si bien qu'on ne compte que trois nouveaux arrivants : l'anglaise Julie Kitcher est nommée vice-présidente directrice, en charge de la communication et des affaires générales ; Dominik Asam remplace Harald Wilhelm à la direction financière ; enfin, Jean-Brice Dumont devient vice-président directeur de l'ingénierie. Le patron d'Airbus Helicopters intègre par ailleurs le comité exécutif.

Guillaume Faury devra notamment gérer la possible guerre commerciale avec Boeing. Le 9 avril, le président américain s'est dit prêt à imposer des droits de douane sur les appareils d'Airbus ; en mai 2018, après que l'OMC avait jugé que l'Europe avait subventionné les Airbus A 350 et A 380, Washington a requis le droit d'imposer des pénalités de 11 milliards de dollars pour compenser le préjudice subi. La réponse de l'OMC n'est pas encore arrivée, mais le président Trump a d'ores et déjà fait résonner le débat dans l'arène médiatique.

## FRANCE – SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS DU GRAND DEBAT NATIONAL : LES CREDITS ALLOUES A LA DEFENSE MENACES ?

Afin de réduire les impôts, 56% des Français ayant participé au Grand débat national estiment qu'il faudrait réduire en priorité les dépenses de l'Etat. Parmi eux, 28% plébiscitent en premier lieu une baisse des dépenses consacrées à la défense, puis des crédits alloués à la politique du logement (22%). Tels sont les résultats restitués lundi 8 avril par l'institut de sondage Opinion Way, chargé de l'étude des questions relatives à la fiscalité et aux dépenses publiques.

Ces résultats ont provoqué de nombreuses réactions de la part des élus, à l'instar de François Cornut-Gentille. Le député de la Haute-Marne, membre de la commission des finances et auteur notamment de l'annexe 13, consacrée à la Défense, du rapport sur le règlement du budget et de l'approbation des comptes 2017, s'est ainsi demandé sur son compte Twitter et son site personnel s'il s'agissait d'une « simple alerte ou (d'une) sombre prospective » et anticipe une « offensive » de la direction du budget « dans les prochains mois ». Néanmoins, comme le relève le site



Opex.360 dans un article paru le 9 avril, ce Grand débat national « n'a pas valeur de sondage » et Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales et co-animateur du Grand débat a tempéré ces résultats sur France Inter, allant même jusqu'à indiquer qu'il ne pense pas que « la France resterait la France si elle commence à désarmer ». Le ministre chargé des collectivités territoriales s'est même opposé à la baisse de ces dépenses « de protection » et de « souveraineté ».

## DEFENSE : L'ALLEMAGNE TENTE DE LEVER LES INQUIETUDES FRANÇAISES

Alors que l'Allemagne a reconduit, fin mars 2019, la suspension des exportations d'armes vers l'Arabie Saoudite, elle veut à présent rassurer ses - futurs - partenaires parmi lesquels la France figure en bonne place.

Les deux pays ont conclu un partenariat dès 2017 pour développer un nouvel avion de combat inclus au sein d'un système connecté, le Système de Combat Aérien du Futur (SCAF), et en 2018 pour un char de combat. Cependant, la politique allemande en matière d'exportations d'armes fait craindre à la France des difficultés une fois que ces projets seront aboutis, d'autant plus que l'embargo allemand entrave déjà l'exportation d'armes et de matériel issus de partenariats entre l'Allemagne et d'autres pays européens tels l'avion de combat Typhoon et le missile Meteor.

Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France, a déclaré : « L'exportation est interdite pour les armes allemandes à destination des pays engagés dans le conflit au Yémen, mais les autorisations d'exportation seront maintenues pour des équipements en coproduction, qui bénéficiaient d'autorisations antérieures à l'embargo ».

Les deux pays travaillent sur un système qui rendrait l'embargo uniquement applicable aux produits dont la part de l'Allemagne dans la fabrication se trouverait en-dessous d'un certain seuil.

## LA FRANCE DE RETOUR EN ESTONIE

A la fin de ce mois d'avril 2019, environ 300 militaires français ainsi que 13 VBCI et quatre chars Leclerc arriveront en Estonie sur la base de Tapa dans le cadre de l'opération otanienne baptisée « Lynx ». L'envoi de ce détachement fait suite aux dispositions prises par l'OTAN lors du sommet de Varsovie de 2016 où la nécessité d'une « présence avancée renforcée » (« *enhanced forward presence* ») avait été soulignée du fait de la menace russe. C'est la deuxième fois qu'une telle force française est



déployée sur la base de Tapa sous commandement britannique et que des régiments originaires de différents pays de l'OTAN collaborent avec les militaires estoniens.

Depuis 2017, des soldats français de l'armée de Terre ont été déployés sans interruption dans les pays baltes, que ce soit à Tapa (entre août et décembre 2017) ou en Lituanie. Les relations bilatérales franco-estoniennes sont donc particulièrement à l'honneur puisqu'entre juillet et novembre 2018, après un vote écrasant au parlement estonien, cinquante militaires estoniens avaient été envoyés à Gao au Mali pour participer à l'opération Barkhane. Enfin, autre signe de cette coopération militaire dynamique, depuis le mois de mai 2018, l'armée de l'Air française est par ailleurs présente en Estonie sur la base d'Ämari pour participer aux opérations de police du ciel (« *enhanced air policing* ») en mer baltique et à la frontière russe. En sorte que les échanges entre les deux pays semblent être de plus en plus importants, alors même que la réception à Paris par le président de la République Emmanuel Macron de son homologue estonienne Kersti Kaljulaid en avril 2018 avait fait grand bruit en Estonie et avait permis d'intéressantes discussions sur l'avenir numérique de l'Union européenne.



# PROCHE & MOYEN ORIENT

## IRAN : LES GARDIENS DE LA REVOLUTION ISLAMIQUE DESIGNES COMME ORGANISATION TERRORISTE PAR LES ÉTATS-UNIS

Les États-Unis ont désigné lundi 8 avril le Corps des gardiens de la révolution islamique comme organisation terroriste étrangère. C'est la première fois qu'un gouvernement américain qualifie officiellement de groupe terroriste une unité militaire d'un autre pays.

Les critiques avertissent que la décision pourrait exposer les autorités militaires américaines et les services de renseignement à des actions similaires de la part de gouvernements hostiles. En représailles, le Conseil suprême de sécurité nationale iranien a dans la foulée désigné le gouvernement américain comme « parrain du terrorisme », ainsi que l'*US Central Command* (CENTCOM).

Les Pasdarans ayant de nombreux intérêts économiques en Iran, en Irak, au Liban et en Syrie, les nouvelles sanctions ont des conséquences immédiates. Afin d'éviter les risques d'accrochage, militaires américains et les Pasdaran avaient une ligne directe pour communiquer. Celle-ci s'est close avec cette nouvelle sanction au risque de voir l'action des États-Unis et de leurs alliés au Moyen-Orient souffrir d'actions déstabilisatrices. Ainsi, le commandement militaire américain sur le terrain est maintenant dans l'obligation de demander au préalable l'accord de la Maison-Blanche ou du Pentagone avant d'engager tout contact avec des Iraniens. Mohammad Javad Zarif, ministre des Affaires étrangères de la République islamique, a écrit une lettre à l'ONU jugeant que les Américains seraient tenus responsables en cas d'accrochage.

## ÉTAT ISLAMIQUE : OPERATION « REVANCHE POUR LE CHAM »

Le 9 avril, l'État islamique a lancé une vaste offensive coordonnée par plusieurs de ses cellules clandestines. Il s'agit de l'opération « Revanche pour le Cham », une réponse directe à la chute de son dernier réduit territorial en Syrie, Baghouz, il y a maintenant quelques semaines.

Le premier raid revendiqué par le groupe djihadiste est celui lancé sur Fuqaha, ville



libyenne tenue par les forces du maréchal Haftar. Le *Lybia Observer* confirme qu'une colonne de véhicules a coupé les communications et l'électricité de la ville avant de tuer le commandant de la garde municipale et le maire de la localité.

La *wilayat al-Sinai* annonce qu'un kamikaze a fait sauter sa ceinture d'explosifs devant un poste de police de Sheikh Zuwayd, tuant ou blessant 15 policiers. La branche égyptienne de l'Etat Islamique a également entrepris une attaque sur un char M-60 au sud d'el-Arish à l'aide d'un engin explosif improvisé.

L'organisation terroriste a surtout multiplié les attaques en Syrie et en Irak. La province de Raqqa a été particulièrement ciblée : un village et un checkpoint ont été visés tout au nord, dans le district de Suluq. En Irak, à al-Qaïm, les djihadistes ont fait sauter deux engins explosifs improvisés sur les véhicules de l'armée, provoquant en tout huit morts ou blessés. Dans la province de Kirkouk, c'est encore un engin explosif improvisé qui a été utilisé contre un véhicule de miliciens chiïtes dans le secteur de Tuz Khurmato.

Ces attaques simultanées démontrent la capacité de l'Etat islamique à pouvoir mener des attaques coordonnées sur différents théâtres et devraient se poursuivre.

## LIBYE : AVANCEE VERS TRIPOLI

Le jeudi 4 avril, le maréchal Haftar a lancé l'opération « Libérer Tripoli », capitale du Gouvernement de l'Accord national (GNA) reconnu par les Nations Unies. L'Armée nationale libyenne (ANL) détient la majorité du territoire libyen et des ressources pétrolières mais aspire à prendre le contrôle de la région Tripolitaine tenue par le GNA.

Les affrontements aux portes de Tripoli sont sans relâche. Le 6 avril, les forces de l'ANL ont commencé à attaquer les quartiers sud de la ville, ceux de Qasr bin Ghashir et de Wadi Al-Rabi, tentant de neutraliser l'aéroport de Tripoli. En réponse, le président du Conseil présidentiel (PC), Fayez Al-Sarraj, a lancé la contre-offensive « Volcan de la colère ». Cette opération met tout en œuvre pour repousser l'ANL loin de Tripoli avec « force et fermeté » : raid aérien dans la région d'Al-Aziziya et arrestations des cellules liées à l'activité de l'ANL. Surtout, une alliance de milices pro-GNA, notamment celles de Misrata (environ 20 000 soldats) et de Zentan, combat les troupes d'Haftar au côté de l'armée libyenne pour défendre la capitale.



## TURQUIE : RAPPROCHEMENTS AVEC LA RUSSIE

Ce lundi s'est déroulé la 8<sup>e</sup> réunion du « Haut Conseil de coopération Turquie-Russie ». En pleine crise diplomatique avec les Etats-Unis, la République de Turquie a affiché une volonté renouvelée de coopération renforcée avec la Russie. Cette coopération porte d'abord sur le plan militaire en Syrie. Le président Poutine a ainsi confirmé la coopération dans la région d'Idlib, consistant en des patrouilles coordonnées entre les forces russes et turques.

Vladimir Poutine a déclaré, lors de la conférence de presse suivant la réunion, que des accords de développement conjoint en matière d'armement de haute technologie étaient à envisager. Cela constitue une provocation de plus pour les intérêts américains en Turquie. A ce titre, un projet de loi du sénat américain a été porté mardi dernier par Marco Rubio et Robert Menendez. Ce projet de loi pourrait mettre fin à l'embargo sur la vente d'arme à Chypre, tout en facilitant le développement de projets énergétiques dans l'Est-méditerranéen.

Les deux alliés de longue date, la Turquie et les Etats-Unis, aggravent donc leur divergence dans l'escalade de leurs provocations. Toutefois, si l'alliance des deux pays au sein de l'OTAN demeure, le contrôle conjoint de la Russie et de la Turquie sur la zone d'Idlib est, quant à lui, plus hypothétique. Ainsi, dimanche dernier, des bombardements pro-régime auraient fait 45 morts dans la zone de trêve turco-russe selon le *Syrian Observatory for Human Rights* (SOHR).





# RUSSIE

## INQUIETUDES AUTOUR D'UNE EVENTUELLE SORTIE DE LA RUSSIE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Présente au Conseil de l'Europe depuis près de 20 ans, la Russie est même devenue la première pourvoyeuse de requêtes devant la CEDH, qui tranche des affaires ayant épuisé toutes les voies de recours devant les juridictions nationales. Cependant, depuis l'annexion de la Crimée en 2014, les relations se sont dégradées entre le Conseil et la Russie, si bien que militants et opposants au régime craignent que cette dernière ne soit victime d'une exclusion.

En effet, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a privé les parlementaires russes de leurs droits, en particulier de leur droit de vote. Plus de la moitié des juges de la CEDH et le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil ont été donc élus sans la Russie. En retour, Moscou a suspendu en 2017 sa contribution annuelle de 33 millions d'euros au Conseil et ses députés refusent désormais de se rendre aux sessions de l'APCE. Or, selon les règles du Conseil, si un Etat membre ne verse pas sa contribution, il risque l'exclusion au bout de deux ans, soit à partir de juin prochain pour la Russie. Moscou ne participerait pas non plus en juin à l'élection du nouveau secrétaire général de l'organisation. Si, officiellement, le chef de la délégation russe à l'APCE tente de faire pression pour que leurs droits soient restaurés, l'opposant Navalny considère que Moscou se réjouit d'avoir perdu son droit de vote et y voit un moyen pour le Kremlin de renforcer sa popularité en politique intérieure. Il concède toutefois que la Russie ne souhaite pas sortir du Conseil.

Un éventuel retrait russe du Conseil de l'Europe, et de son bras juridique, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), priverait les justiciables russes d'un "ultime espoir" devant cette juridiction phare du droit international. Le secrétaire général du Conseil, Thorbjorn Jagland affirme également que ce retrait conduirait potentiellement à une augmentation de la pression des autorités sur la société civile, une dégradation des conditions de détention, voire un rétablissement de la peine de mort selon des militants. Fin 2018, plus de 60 militants et avocats ont signé un mémorandum appelant à un compromis, arguant que le départ de la Russie serait préjudiciable pour les victimes de jugements inéquitables. Les signataires estiment qu'exclure leur pays « *ne contribuerait en rien à la résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine et au retour de la Crimée sous l'autorité ukrainienne mais aurait au lieu de cela des conséquences irréversibles* » sur la situation des droits de l'homme.



Or ces dernières années, la juridiction paneuropéenne qui siège à Strasbourg s'est imposée comme l'ultime recours des opposants, des militants des droits de l'homme et plus largement de tous les citoyens russes, victimes de l'arbitraire d'une justice qui reste pied et poing lié avec le Kremlin. Mardi 9 avril, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné les autorités russes à verser des dommages et intérêts à l'opposant Alexeï Navalny. Les juges ont considéré que son assignation à résidence, au terme d'une de ses nombreuses interpellations, n'était pas justifiée.

## MER D'AZOV : LE TON MONTRE ENTRE LE SENAT RUSSE ET KIEV AU SUJET DU DETROIT DE KERTCH

L'incident survenu en novembre 2018 dans le détroit de Kertch est toujours source de tensions entre Moscou et Kiev. En effet, le 10 avril, le Conseil de la Fédération de Russie (l'équivalent du Sénat) a récemment publié un texte pour décourager l'Ukraine de poursuivre ses activités en mer d'Azov: "Le passage de navires ukrainiens dans le détroit de Kertch n'est pas une question d'équilibre des forces ni de la présence de l'OTAN dans la région de la mer Noire. Il s'agit exclusivement d'un problème de respect par l'Ukraine de procédures établies qu'elle connaît bien pour les avoir suivies avec succès jusqu'en novembre 2018". Le Conseil de la Fédération de Russie a également lancé l'avertissement suivant : "Les tentatives de l'Ukraine pour contourner ces procédures font peser le risque d'un conflit militaire entre l'Ukraine et la Russie".

La Russie a conscience qu'à la suite de l'incident survenu en novembre dernier, l'OTAN allait renforcer considérablement sa présence en mer Noire et dans la mer Baltique. Le communiqué du Conseil de la Fédération de Russie dénonce par ailleurs le soutien de l'OTAN à la Géorgie en 2008, puis à Kiev en novembre dernier ; il cherche à dissuader l'Alliance atlantique de "se lancer dans de nouvelles aventures" d'après le communiqué.

## LA RUSSIE A LIVRE DES SYSTEMES D'ARTILLERIE TOS-1A A L'ARABIE SAOUDITE

Les forces armées saoudiennes se seraient procurées des systèmes TOS-1A "Solnsepek, de facture russe" d'après les publications saoudiennes sur les réseaux sociaux. Cette information a été confirmée par des sources du ministère de la défense russe auprès du média russe Sputnik. Le TOS-1 est un lance-roquette multiple monté sur un châssis de char T-72.



Le média, proche du gouvernement, a rappelé que ces contrats avaient été passés entre Riyad et Moscou en 2017. Ils prévoyaient également l'achat de systèmes antichars Kornet-EM, de lance-grenades AGS-30 mais aussi de fusils d'assaut Kalachnikov AK-103. L'export de système de défense aérienne S-400 était aussi discuté à cette époque.

Le renforcement des liens entre le royaume wahhabite et la Russie en matière d'armement pourrait exposer l'Arabie Saoudite aux sanctions américaines prévues par la loi CAATSA (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act). Cette loi cherche à dissuader les autres Etats de commercer avec les entreprises russes dans le secteur de l'armement.



## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

**Direction éditoriale newsletter** : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière